



## L'État, garant des spéculateurs

Par [Eberhard Hamer](#)

Mondialisation.ca, 16 mai 2008

[Horizons et débats No 19](#) 16 mai 2008

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

Ces dernières semaines, les banques centrales ont préservé la liquidité des établissements financiers en mettant à leur disposition des centaines de milliards d'USD. La semaine dernière, le gouvernement des États-Unis a fourni à lui seul plus de USD 200 milliards par l'intermédiaire des établissements hypothécaires semi-publics Fannie Mae et Freddie Mac, chargés de reprendre des crédits douteux à la construction octroyés par des banques régionales et des bailleurs de fonds. Grâce à la garantie de ces deux établissements semi-publics, les crédits peuvent être transmis à une valeur supérieure et être utilisés pour d'autres financements. Les autorités de surveillance espèrent que les deux établissements achèteront, stabiliseront ou garantiront des crédits à la construction pour un montant de quelque USD 2000 milliards.

Ainsi, les États-Unis aussi émettent un signal clair selon lequel il incombe à l'État d'intervenir lors de spéculations bancaires malheureuses, de compenser aux frais du citoyen contribuable les pertes bancaires les plus fortes de ces 40 dernières années.

Jusqu'à maintenant, toutes les banques du monde occidental ont constamment insisté, en période d'expansion, pour être soumises aussi peu que possible à l'influence de l'État et ont refusé toute intervention de celui-ci. Aussi longtemps que la spéculation a connu le succès, les gains leur sont échus complètement, voire francs d'impôts. Ainsi, une bulle de spéculation reflétant des bénéfices apparents considérables s'est développée dans le monde entier, dont les spéculateurs ont profité et par laquelle l'ensemble du système financier mondial a été pratiquement miné.

Depuis que cette bulle commence à éclater – sur le marché hypothécaire tout d'abord – les spéculateurs sans limites et les banques spéculatrices devraient payer la casse, donc s'effondrer. Cela perturberait non seulement le marché financier, mais aussi – par l'effondrement de ce marché – l'économie réelle.

Les dirigeants des banques espèrent toujours éviter cette conséquence.

Dans sa tentative de surmonter la crise, le Système fédéral de réserve a fait à peu près tout faux ce qu'il pouvait faire faux. Il n'a pas laissé agir les premières pénuries de liquidités, mais a prolongé uniquement la spéculation en abaissant les taux d'intérêt et accroissant la liquidité. La bulle devait non pas éclater, elle devait perdre un peu d'air. Or cela ne permet pas de résoudre le problème. Ces 30 dernières années, le volume financier s'est multiplié par 40, alors que celui des biens n'a que quadruplé. La différence devra être résorbée tôt ou tard. La correction ne peut pas être évitée. La correction générale de la seconde grande crise économique mondiale a commencé depuis longtemps. La seule question qui subsiste est de savoir si nous l'exécutons rapidement ou si nous la laissons s'effectuer graduellement. Ce second terme n'est certes pas meilleur, mais les banquiers spéculateurs

et leurs acolytes politiques pensent pouvoir encore se sauver.

Le système financier américain tombe en loques. La FED est une banque privée qui appartient aux deux plus grands groupes financiers, Rotschild et Rockefeller. Les deux groupes ont utilisé cette mine d'or pour faire main basse sur les matières premières mondiales, acquérir des participations ou procéder à des fusions dans des groupes mondiaux, financer les guerres néfastes menées par les Etats-Unis ainsi que les déficits budgétaires de ceux-ci; ils ont ainsi formé, intentionnellement ou par négligence, la grande bulle financière qu'il convient maintenant de corriger.

La Banque centrale européenne, la Banque du Japon et la Banque d'Angleterre sont aussi responsables du malaise actuel, car elles ont freiné la chute nécessaire du dollar en utilisant leurs propres monnaies et en dilapidant ainsi l'argent du contribuable. Les citoyens d'Europe et du Japon sont également les victimes du fait que leurs banques centrales ont fermé les yeux sur la crise et ont aidé les Américains en cédant à leurs pressions. Or ce soutien ne sert qu'à différer la chute. Les fonds affectés à ce report sont donc perdus, pratiquement dilapidés.

Jusqu'à maintenant, toutes les tentatives du Système fédéral de réserve et des autres banques centrales n'ont pas pu empêcher la crise. Elles n'y parviendront pas non plus à l'avenir, car la correction est nécessaire et inévitable. On peut seulement différer un krach subit et le remplacer par une chute un peu plus longue.

Entre-temps, les politiciens et les banquiers s'efforcent encore de jeter de la poudre aux yeux des citoyens et de taire la crise. Celui qui se fie à ces faux témoins subira de plus gros dommages que s'il avait agi de manière conséquente.

La crise a éclaté. Elle s'accroîtra encore. Nous devons la considérer comme telle et en tirer les conséquences.

Il y a cinq ans déjà, l'auteur de cet article et des experts de l'Institut des classes moyennes de Basse-Saxe ont non seulement décrit, dans l'ouvrage «Was tun, wenn die Krise kommt?», les conséquences de la crise, mais aussi ce que nous pouvons faire pour être moins affectés que les autres. C'est de quoi il s'agit maintenant. Celui qui prend la crise au sérieux et effectue les mesures nécessaires s'en sortira mieux que ceux qui la laissent venir et s'effondreront avec elle.

(Traduction Horizons et débats)

Eberhard Hamer, Hanovre

La source originale de cet article est [Horizons et débats No 19](#)  
Copyright © [Eberhard Hamer](#), [Horizons et débats No 19](#), 2008

Articles Par : [Eberhard Hamer](#)

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)